

Communiqué du Conseil d'Etat

27 janvier 2011

La version Internet fait foi

Sommaire

Région transfrontalière	4
Félicitations adressées à M. Bernard Gaud, nouveau président de l'ARC syndicat mixte.....	4
Genève-Confédération	5
Genève approuve la ratification de la Convention européenne du paysage	5
Genève	6
Les taux des centimes additionnels communaux 2011 sont approuvés	6
Réseau secondaire d'assainissement des eaux : taux de subvention aux communes fixé	7
Agenda des invitations à la presse	9

Région transfrontalière

Félicitations adressées à M. Bernard Gaud, nouveau président de l'ARC syndicat mixte

Le Conseil d'Etat a fait part de ses félicitations à M. Bernard Gaud à l'occasion de sa nomination au poste de président de l'[ARC syndicat mixte](#), fonction qu'il avait déjà occupée en 2007 en tant que président de l'Association régionale de coopération du Genevois.

Le gouvernement genevois a exprimé sa satisfaction de compter M. Gaud parmi ses interlocuteurs privilégiés, convaincu qu'il contribuera à la réalisation des nombreux projets transfrontaliers.

L'ARC syndicat mixte regroupe les collectivités locales françaises de Haute-Savoie et du département de l'Ain partenaires du [Projet d'agglomération franco-valdo-genevois](#).

Genève-Confédération

Genève approuve la ratification de la Convention européenne du paysage

En réponse à une [consultation](#) du département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), le Conseil d'Etat déclare soutenir pleinement la ratification de la [Convention du Conseil de l'Europe relative au paysage](#), signée par la Suisse le 20 octobre 2000 à Florence.

Le gouvernement genevois souligne que le canton de Genève agit déjà concrètement pour la conservation des paysages traditionnels par le biais des divers projets soutenus par le Fonds suisse du paysage. Il a également mené une réflexion circonstanciée au niveau transfrontalier dans le cadre de l'élaboration du « plan paysage » du [Projet d'agglomération franco-valdo-genevois](#).

La Convention, qui se fonde sur une conception du paysage au sens large, met en évidence les valeurs écologiques et culturelles, tout en tenant compte de son importance pour le bien-être de la population et pour sa base de vie économique. Par ailleurs, les thèmes de la sensibilisation, de la formation et de l'éducation y figurent également, ce qui va dans le sens du [programme de législature 2010-2013](#).

Le Conseil d'Etat rappelle cependant que le soutien financier de la Confédération, notamment par le biais des conventions-programmes RPT « nature et paysage », est nettement insuffisant pour une gestion proactive du paysage. De plus, dans le cadre de la délégation de compétences de la Confédération pour l'application de la législation en matière de nature et paysage, il est souhaité que l'application de ladite Convention revienne dans une large mesure aux cantons.

Pour toute information complémentaire : M. Bertrand Von Arx, conservateur de la nature et du paysage, direction générale de la nature et du paysage, DIM, ☎ 022 388 55 01.

Les taux des centimes additionnels communaux 2011 sont approuvés

Le Conseil d'Etat a approuvé les taux des centimes additionnels communaux, à l'exception de ceux de la commune de Meyrin – faisant l'objet d'un référendum –, de ceux de la Ville de Genève – la [loi sur l'administration des communes](#) (art. 74, al. 3) fixant un délai au 20 février pour l'approbation de son budget – et de la commune de Genthod, dont le budget a été adopté le 11 janvier 2011.

Pour 2011, trente-sept communes ont maintenu le taux de centimes qui était le leur en 2010 (voir [points de presse du 27 janvier](#) et du [17 février 2010](#)), alors que cinq l'ont modifié. Les communes de Bellevue, Versoix et Veyrier ont voté une baisse de leur taux de 1 centime, la commune de Plan-les-Ouates de 3 centimes, et la commune de Bardonnex a augmenté de 1 centime :

	2011	2010
Aire-la-Ville	50	50
Anières	33	33
Avully	51	51
Avusy	50	50
Bardonnex	41	40
Bellevue	42	43
Bernex	48	48
Carouge	39	39
Cartigny	41	41
Céligny	33	33
Chancy	51	51
Chêne-Bougeries	34	34
Chêne-Bourg	46	46
Choulex	44	44
Collex-Bossy	46	46
Collonge-Bellerive	30	30
Cologny	31	31
Confignon	47	47
Corsier	35	35
Dardagny	48	48
Genève		45,5

<i>Genthod</i>		25
Grand-Saconnex	44	44
Gy	47	47
Hermance	42	42
Jussy	44	44
Laconnex	46	46
Lancy	47	47
Meinier	42	42
<i>Meyrin</i>		45
Onex	50,5	50,5
Perly-Certoux	43	43
Plan-les-Ouates	37	40
Pregny-Chambésy	32	32
Presinge	39	39
Puplinge	46	46
Russin	51	51
Satigny	39	39
Soral	46	46
Thônex	44	44
Troinex	40	40
Vandœuvres	31	31
Vernier	50	50
Versoix	48	49
Veyrier	38	39

Chaque année, les communes définissent le taux de centimes additionnels (impôts communaux) nécessaires à l'exécution des tâches publiques qui leur incombent, conformément à l'article 291 de la [loi générale sur les contributions publiques](#). Le Conseil d'Etat ne statue pas sur l'opportunité du taux de centimes, mais contrôle qu'il permet à la commune d'assumer les dépenses publiques qui sont à sa charge, conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de l'adoption des budgets communaux.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIM, ☎ 022 546 72 41.

Réseau secondaire d'assainissement des eaux : taux de subvention aux communes fixé

Le Conseil d'Etat a fixé le taux de la subvention cantonale attribuée aux communes pour l'établissement, la transformation, l'entretien et l'extension du réseau secondaire d'assainissement des eaux pour l'année 2011. Le budget de la subvention cantonale se montera cette année à 4,8 millions de francs, pour un volume de travaux estimé à 25 millions de francs environ. Ce montant est entièrement financé par la taxe d'épuration et est destiné uniquement au financement des ouvrages d'intérêt public.

Conformément à la [loi sur les eaux du 5 juillet 1961](#), les communes reçoivent une subvention cantonale pour la transformation, l'entretien et l'extension de leur réseau secondaire d'assainissement des eaux. Le Conseil d'Etat fixe chaque année le taux de la subvention cantonale attribuée aux communes en fonction de leur

capacité financière. Ce taux varie entre 15% et 40% du montant des travaux d'assainissement des eaux faisant l'objet des crédits votés par les conseils municipaux.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Broillet, direction générale de l'eau, chef du secteur réseau et raccordement, DIM, ☎ 022 546 74 30.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
4 février 11h30	Journée internationale de tolérance zéro contre les mutilations génitales féminines	ONU Palais des Nations	DSPE	Fabienne Bugnon ☎ 022 327 92 71
8 mars 10h00	Promotion économique	<i>sera communiqué ultérieurement</i>	DARES	Irina Sakharova ☎ 022 388 31 63